« À certaines heures, dans certaines échappées au détour d'une rue, tu vois s'ouvrir devant toi le soupçon de quelque chose d'unique, de rare, et peut-être de magnifique; tu voudrais dire ce que c'est, mais il n'y a pas de mots, abandonne tois



édition avril 2017 contact : rouendanslarue@riseup.net facebook.com/rouendanslarue twitter : @rouendanslarue

EDITO

D'abord organe de coordination rouennais lors du mouvement de contestation qui a suivi la mort de Rémi Fraisse en octobre 2014, Rouen dans la rue s'est lentement transformé pour devenir porte-voix et point d'énonciation d'un mouvement pluriel et diffus à Rouen et ailleurs.

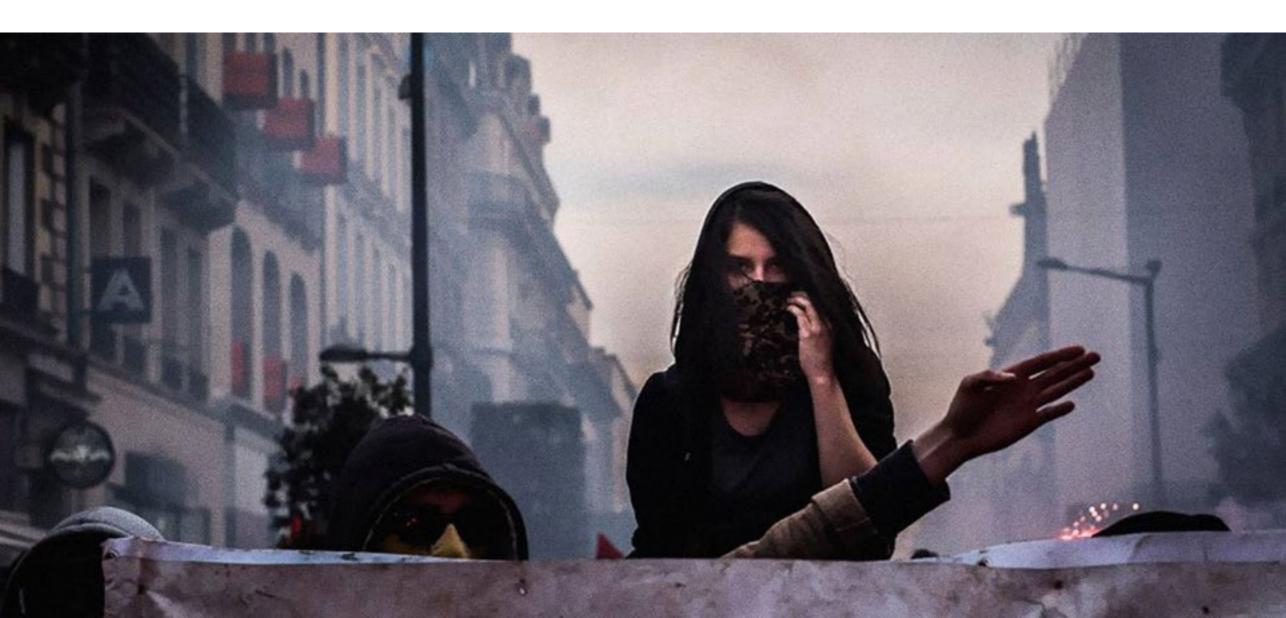
Les raisons de se scandaliser, de s'organiser et de descendre dans la rue ne manquent pas. Nous ne cherchons pas à produire de l'indignation sur les réseaux sociaux. Nous tâchons plutôt de retranscrire l'état d'un monde qui arrive à bout de souffle. Si nous utilisons l'outil facebook c'est qu'il est devenu lui aussi, aux côtés des chaînes télévisées,

un canal privilégié pour la propagande ennemie comme pour la bêtise la plus plate. Nous essayons, tant bien que mal, de nous faire une place entre les théories complotistes et les vidéos de chats. Nous tentons aussi de rendre lisible une autre réalité que celle de la misère politique et affective capitaliste. Celle des multiples gestes de résistances, des mouvements et des luttes qui se déploient partout et tout le temps. Une réalité où s'exprime le désir d'en finir avec la manière dont ce monde est agencé, gouverné et ruiné. Ces expériences ne forment pas seulement des mouvements « d'opposition », ils portent aussi avec eux le présage d'une vie meilleure.

La ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, moments d'exception durent toujours. partie d'une simple opposition à un projet d'aéroport, a pris des airs de Commune, formant une zone de sécession s'émancipant de l'économie et de la police, au sein même de la République Française. « La ZAD, toujours en grève de la France. » Nous crovons aussi avoir vu apparaître au sein des multiples défilés qui fleurirent en ce joyeux printemps 2016 contre la loi « travaille! », quelque chose comme l'expression du désir non seulement d'en finir avec une loi et son monde, mais aussi de tenter quelque chose de nouveau.

Nous avons vu naître, autant dans les cortèges de tête que sur les blocages ou les occupations, ce que le gouvernement cherche sans cesse à contenir : la rencontre, le bouleversement et le courage. Il faut découvrir comment il serait possible de vivre des lendemains qui soient dignes d'un si beau début, de faire que ces

Ce mouvement aura aussi été l'expression du rejet de la politique classique en tant que telle. Le nombre de permanences du Parti Socialiste saccagées en atteste. Ici à Rouen, le local du PS mais aussi celui des Républicains et du FN en ont fait les frais. Des gestes simples mais révélateurs d'un sentiment largement partagé : « Cassez-vous ! » C'est la notion même de représentativité qui est entrée en crise. Le taux d'abstention et le nombre de votes « pour le moins pire » sont des phénomènes croissants. À gauche comme à droite, nous assistons à un énorme défouloir raciste, sécuritaire et nihiliste. Les élections à venir, sensées être le point d'orgue de la vie politique française, et le vote son geste ultime, sont d'ores et déjà décrédibilisées par les mises en examens et les annulations de meetings menacés par d'éventuels « débordements » et autres « farine party ».



« 62 % des Français de le pouvoir étatique. En Italie, entre 68 18 à 35 ans se disent prêts à participer à un grand mouvement de révolte dans les prochains mois. » (Centre de recherches politiques de Sciences Po via BFMtv)

L'abstention ne constitue pas à elle seule un acte politique pertinent. Mais alors, « qu'est ce que vous proposez? » Question difficile, et mal posée. Nous ne prétendons pas détenir le programme qui sauverait le monde. En revanche, nous pensons que les élections sont une cible évidente et il nous semble juste de faire éclater le scandale politique ambiant. Là où il sera possible d'aller entarter Fillon ou Macron. ou de zbeulifier une ville dans laquelle se tient un meeting de Lepen ou Mélanchon, nous le ferons. Il reste à toute cette frange d'insatisfaits, d'abstentionnistes, de déter', d'ingouvernables la nécessité de s'agréger. Pour commencer nous nous donnons rendez-vous le soir du premier tour dans la rue. Allons fracturer l'impasse électorale et rendre visible l'existence d'autres voies.

Continuons début.

Par ailleurs, cette contre-campagne n'aura aucune portée si elle n'est pas accompagnée d'un geste d'affirmation. Il nous faut dessiner les contours de ce que serait une autre perspective, une autre organisation de la vie et de la ville, de nos rapports, de nos échanges, et commencer/continuer à la construire. Des exemples historiques ou actuels nous donnent des pistes. En 68 à Nantes, au moment du pic d'intensité de la lutte, la ville était aux mains des grévistes et des insurgés. Les comités de grève ne pensaient pas seulement comment tout bloquer, mais aussi comment ravitailler, comment continuer à vivre en l'absence et contre

et le début des années 80, les manifestations ouvrières et étudiantes, les occupations d'usines, les grèves de loyers dans des quartiers entiers se mêlaient à un dense mouvement contre-culturel transformant le quotidien à base de radios libres, de squats, d'expériences collectives et d'auto-réductions. Actuellement au Rojava (Kurdistan syrien), les révolutionnaires kurdes bâtissent leurs fermes, leurs écoles, leurs lieux de soin, leurs manières de prendre les décisions entre communes tout en tenant à distance le régime Svrien, Turque, et en repoussant l'État Islamique.

La question actuellement n'est pas de savoir s'il faut aller voter, militer pour telle ou telle organisation, ou participer à tel ou tel rassemblement. Il s'agit plutôt de relayer, rencontrer, attribuer sa confiance, construire et soutenir le mouvement d'insubordination qui gronde actuellement en France. A partir de ce que nous faisons, là où nous sommes. Un quartier qui ne reste pas indifférent à la mort d'un des siens tué par la police, un agriculteur qui héberge illégalement des migrants, des groupes qui prennent au sérieux la question de l'autonomie politique et matérielle, un travailleur amorcant une grève sauvage dans son secteur, une contestation qui se prolonge pendant des mois : il faut renforcer et faire de la place à tous ces gestes de refus quotidiens qui parsèment le territoire en devenant toujours plus ingouvernables. En d'autres termes, il nous faut tisser un dense et large maillage de forces autonomes, de syndicalistes déterminés, de lycéens ou d'étudiants révoltés, de zonards de bars et de quartiers, de paysans partisans, et de toutes les autres bonnes âmes qui attendent que quelque chose se lève.

Likez *Rouen dans la rue*.



L'ÉTAT EST LE PLUS FROID DES MONSTRES FROIDS. IL MENT FROIDEMENT; ET VOICI LE MEN-Songe qui s'échappe de sa bouche :

« MOI, L'ÉTAT, JE SUIS LE PEUPLE. »

CONTRE-CAMPAGNE: #23AVRIL

C'est un constat simple : aucune des formations politiques prenant part à la course électorale ne nous représente. Et leur spectacle nous afflige. La banalisation des discours les plus racistes commande à toutes les propositions politiques actuelles. Il n'y a d'ailleurs plus que le devoir de faire « barrage » qui parvienne à nous traîner, en dépit du bon sens, jusqu'à l'isoloir. Pour ceux qui n'ont pas déjà déchiré leur carte électorale.

Que les nuances cosmétiques qui distinguent les candidats puissent encore passer pour des enjeux idéologiques nous at-

terre. Personne ne devrait pourtant s'en étonner. Depuis que le capitalisme a acquis sa valeur d'absolu dans leurs têtes, toute parole hors-norme est tenue pour suspecte, idéaliste ou désuète. L'agitation médiatique, les différences factices et les simagrées ont désormais le monopole du débat d'idées.

La simple prétention qu'ils ont à vouloir nous gouverner aurait déjà dû nous alerter. C'est d'autant plus grave que ce spectacle voudrait faire oublier la progression constante de l'État sécuritaire et policier. Guerres coloniales, militarisation des frontières, criminalisation des populations pauvres ou d'origine étrangère, état d'exception, gouvernement au 49.3. Quand l'État dévoile son visage de monstre froid, la police devient le stade le plus sophistiqué de la gestion des populations civiles.

Toutefois, on n'abat pas le grand rite de la République avec quelques sentences laconiques, tant la fable du vote a la peau dure. Communion nationale,

sacre du nouveau gouvernement, table rase des offenses du quinquennat précédent, rituel démocratique fondateur. En vérité, l'essentiel – pour ne

pas dire la totalité - de notre vie politique se situe en dehors du moment éléctoral. Et puisque l'essentiel est ailleurs, la querelle du vote et de l'abstention ne saurait retenir notre attention.

Dans un climat de méfiance unanime vis-à-vis du pouvoir, c'est par la persistance de nos luttes et la pratique commune de l'insoumission que des foyers et des forces politiques se sont renforcés et se sont rencontrés. Les enjeux de l'époque dépassent la simple question du vote, et tout appelle à la révolte, au contre-pouvoir, àune contre-campagne.

LA SOCIÉTÉ 1984 NE SE FERA PAS EN NOTRE NOM



MOUVEMENT LYCÉRIS ROUENNAIS



DES

LE MLR EST UN COLLECTIF DE LYCÉENS NÉ À LA SUITE DU MOUVEMENT REMI FRAISSE. IL REGROUPE DES PERSONNES DE DIFFÉRENTS LYCÉES DE L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE ET PERMET LA COORDINATION D'AC-TIONS INDÉPENDANTES DES SYNDICATS LYCÉENS ET ÉTUDIANTS : BLO-

CUS ET MANIFSTATIONS SAUVAGES. IL A ÉTÉ UN ACTEUR DÉCISIF AU COURS DU MOUVEMENT CONTRE LA LOI « TRAVAILLE ! » ET #JUSTICEPOURTHÉO À ROUEN.

+

Du printemps 2016 il ne résulte finalement qu'une chose. Des coups de matraque aux pluies de lacrymo, des incartades politico-syndicales aux 49.3³ en passant par les désillusions politiques, le mouvement social aura donné naissance à une force qu'ils ne sont pas prêts de dompter.

Le 14 juin pourrait en être la date d'anniversaire. Dans ce corridor haussmannien de plusieurs kilomètres ultra policé et à l'air vicié, elle a émergé en chacun de nous. Et ce après plusieurs mois de gestation intense dans une couveuse policière toujours plus oppressante. Elle a absorbé l'individu en son sein, l'a transcendé en un seul et même corps, une même énergie, une même volonté inébranlable. Ces moisci, elle s'est matérialisée en une entité. Une ombre se jouant de l'autorité, de l'État, de son bras armé, parfois des trois réunis.

Elle progresse dans une nappe de fumée opaque, mystique, s'en extirpe pour se manifester dans tout ce qu'elle a de plus majestueux, de plus beau, de plus violent, avant d'y disparaître. De son passage, il ne reste que du verre brisé et des mots plus ou moins doux sur les murs. Elle reste insaisissable aux yeux de quiconque ne la connait pas, pour l'intelligentsia politico-médiatique, elle n'est qu'en marge. Elle se disperse au vent comme des cendres aussitôt la fumée dissipée.

Cette chose née au printemps 2016 pourrait bien être un phoenix, être mystique s'ébrouant en une myriade de flammes avant de disparaître pour mieux renaître. Cette force reste indomptable car elle réside en chacun de ceux prêt à se battre pour leurs idées, contre des lois et un système ultra-libéral oppressant, contre une société inégalitaire, contre l'exclusion sociale, le racisme, la xénophobie.

Finalement le printemps 2016, à défaut d'empêcher l'adoption de la loi travail, aura donné naissance à ce qui deviendra le pire cauchemar de la classe dirigeante : une force d'opposition directe, prête à resurgir du moindre nuage de lacrymo.

De Calais à Sivens, de Notre-Dame des landes à Bure, de Paris à Montpellier où brûlait encore récemment une permanence du PS. Ils ne seront plus jamais en paix. NOUS SOMMES GRANDS, NOUS CONNAISSONS LA VIE ET LE SENS DU MOT « ACCIDENT ».

PAS D'APPEL

PERDRE LE CONTRÔLE DE SA VOITURE, TOMBER DANS LES ESCALIERS, RENCONTRER UN ÉVÉNEMENT IMPRÉVU ET EN SUBIR LES CONSÉQUENCES.

Dans le cas de Théo, nous n'avons pas vu la scène, nous ne connaissons pas la chronologie minutieuse des gestes, et pourtant nous ne parlerons jamais d'accident. Nous savons comment s'y prennent quatre policiers qui arrêtent un mec seul, et surtout dans les quartiers, comment ils le clouent au sol, le frappent, l'insultent. Ce n'est jamais par accident.

Nous savons que Théo a cru qu'il allait mourir sous leurs coups, comme tous les autres avant lui, morts bien trop fréquentes pour être accidentelles. Nous savons qu'il a senti l'univers se tasser,

s'affaisser, se rétrécir autour de lui et qu'il y a reconnu, qu'il a eu le temps d'y reconnaître un immense danger. Nous savons qu'il a voulu arriver, qu'il a eu le temps d'arriver sous les caméras de surveillance pour que les images parlent pour lui, s'il n'était plus là pour le faire. Nous savons qu'il s'est tellement débattu que la suite ne peut être accidentelle. Que quand il a compris ce qu'ils allaient faire, il n'a pas pu y croire, et que si, c'était bien réel. Et qu'il a de nouveau cru mourir. Une qu'ils avaient fait ca. qu'ils lui avaient enfoncé une matraque dans le cul, qu'est-ce qui les empêchait de le tuer?

Lequel des policiers a eu l'idée, s'est dit "Tiens et si...", lequel a baissé le panta-

OKLM

lon, à quel moment exactement, lequel – peut-être – a trouvé que c'était mal, aurait voulu que cela n'arrive pas, lequel a enfoncé sa matraque, centimètre par centimètre, lequel a déchiré l'anus de Théo sur dix putains de centimètres, 10. Et ce qu'il a pensé en le faisant, de lui, de sa profession, de sa personnalité, de l'humanité en général, nous ne le savons pas. Pas notre problème. Tout ce qu'il y a à faire c'est se demander : lequel d'entre eux a empêché ça ? Et répondre : Aucun.

Nous ne voudrons pas en savoir plus. Ils ont fait ou laissé faire, c'est tout ce qui compte. Parce qu'ils ont tellement de pouvoir, qu'ils ont *nécessairement* tellement de pouvoir sur la population qu'ils écrasent, qu'ils finissent par avoir le droit de violer des gens, de les

tuer parfois. D'abord, un droit coutumier, un usage répandu. En témoignent les différentes affaires que l'on « découvre » ces jours-ci. Puis un droit institué, merci l'IGPN, merci la requalification en « violences » et bientôt, peut-être, merci la relaxe.

Le pouvoir de la police repose sur la pratique de la bavure. La logique du flash-ball, en éborgner un pour les effrayer tous, se cache derrière ces viols, ces mains baladeuses, ces façons de menotter des gens à poil sur une chaise pendant des heures dans les commissariats. Ils veulent, ils ont besoin que nous ayons peur. Une vaste « association de malfaiteurs dans le cadre d'une entreprise terroriste ».

On nous dit que Théo lui-même appelle au calme et que le respect consisterait à lui obéir. (Obéir à lui ou à la stratégie de son avocat, déjà?) Or, Théo n'est pas mort et ce ne sont pas ses dernières volontés que tous les révoltés de France accomplissent en ce moment. Nos rassemblements lui sont dédiés dans ce qu'ils témoignent de notre soutien, de



notre amitié, de notre volonté de porter avec lui sa colère et le poids de son humiliation. Mais le sens politique de son viol et ce que nous avons à lui opposer vient de plus loin et, dès lors, dépasse la question de cet acte.

Ceux qui prennent la parole sur ce viol (nous n'appellerons pas non plus ce viol une « affaire » ou un « drame » parce

que ce n'est pas un fait divers) appellent presque tous au calme. Le chef d'inculpation d'incitation à l'émeute est élastique et ne coûte pas cher à la justice. À ceux qui n'appellent à rien, les journalistes qui ont besoin de se

 $rassurer\ demandent\ directement: \ll est-\\ ce\ que\ vous\ appelez\ au\ calme\ ?\ >>$

Nous n'appelons pas au calme. Le calme, pourquoi faire ? Pour laisser la justice suivre son cours en toute indépendance ? Pour éviter d'offrir l'occasion à tous de connaître les détails de l'ignominie policière ? Pour nous lais-

ser apprécier la qualité du travail de l'IGPN ? Pour oublier au plus vite et chantonner qu'on a embrassé un flic ?

Nous n'appelons pas au calme. L'Histoire l'enseigne : la pacification des défilés est une doctrine récente et une stratégie de gouvernants. Cette fable contredit toutes les évidences qui ont façonné les luttes passées.

NOUS N'INCITONS PAS À L'ÉMEUTE, C'EST LA NATURE MÊME DE LA PO-LICE QUI Y AMÈNE

Jamais, hors de l'esprit de quelques idéologues, la question du conflit ouvert n'a été écartée : dans les grèves, les manifestations contre la guerre, les luttes anti-nucléaires, le mouvement des droits ci-

viques, les suffragettes, les émeutes de la faim ou les révoltes salariales.

Nous n'appelons pas au calme. Parce que le calme n'est pas à la mesure d'un conflit, et qu'en face, l'offensive est totale. Nous n'incitons pas à l'émeute, c'est la nature même de la police qui y amène.

IL EN VA DE LA POSSIBILITÉ MÊME DE LUTTER

SUITE AU VIOL DE THÉO PAR DES POLICIERS D'AULNAY-SOUS-BOIS LE 2 FÉVRIER DERNIER, UN VENT DE CONTESTATION ET DE COLÈRE A TRAVERSÉ TOUTE LA FRANCE. DES BANLIEUES PARISIENNES AUX CENTRE-VILLES, LA RAGE S'EST EXPRIMÉE SOUS DIFFÉRENTES FORMES (ÉMEUTES, RASSEMBLEMENTS, OCCUPATIONS, BLOCAGES DE LYCÉES, ETC.). NOUS PROPOSONS ICI UNE ANALYSE EN QUELQUES POINTS DE L'ÉCRASEMENT DU MOUVEMENT #JUSTICEPOURTHÉO DANS LA FORME QUI A ÉTÉ LÉ SIENNE À ROUEN (6 RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS EN UN MOIS) ET DES QUESTIONS TACTIQUES POUR CONTINUER LA LUTTE. LE TEXTE QUI SUIT DÉCOULE DE L'ÉCHEC QU'A CONSTITUÉ LE SAMEDI 4 MARS, CINQUIÈME ET DERNIÈRE JOURNÉE DE MOBILISATION CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES À ROUEN.



Les quatre ingrédients essentiels à l'écrasement d'une contestation :

La traditionnelle distinction médiatique entre bons et mauvais manifestants, et à son point culminant, la distinction entre la bonne et la mauvaise manifestation (deux manifestations étaient appelées samedi 4 mars). L'une déclarée «pacifiste», et l'autre qualifiée de «plus musclée».

Le relais de cette distinction par les organisations de gauche rouennaises, le CDLF en tête. Alors qu'un appel «unitaire» à une Marche pour la Justice et la Dignité (en lien avec #JusticePourThéo mais aussi avec la marche du même nom qui a eu lieu le 19 mars à Paris) était lancée depuis quelques semaines et qu'il avait été proposé à ces mêmes organisations de le signer collectivement et de s'y joindre, le CDLF a choisi de lancer (dans un second temps done) son propre appel. Par cette opération de division les organisations rouennaises ont délibérément choisi d'abandonner à leur sort les jeunes enragés et, bon gré mal gré, ont donné des garanties à la police dans la répression qu'elle préparait.

La prise en compte par les forces de l'ordre de la force d'appel que constituent les groupes politiques au-

tonomes sur tout le territoire. Chaque fois qu'un appel émane de Nantes Révoltée ou du MILI à Paris, et maintenant de Rouen dans la rue ou du Mouvement Lycéen Rouennais, on assiste à un flicage disproportionné et à une répression décomplexée. Sur les quatre premiers rassemblements rouennais, plus d'une soixantaine de personnes ont été interpellées dont une grande partie de jeunes de banlieue et de mineurs. Une personne est en prison pour 6 mois, beaucoup ont pris des peines avec sursis et d'autres attendent leur jugement. Soixante personnes dissuadées de revenir aux manifestations ainsi qu'une partie de leurs potes représentent une part non négligeable de la composition totale

des manifestations à Rouen.

Le plus gros dispositif que nous 🛨 ayons connu à Rouen, et ce pour une «Marche pour la Justice et la Dignité» pour laquelle facebook annonçait 90 participants et réunissant finalement une centaine de personnes : 2 hélicoptères, 2 canons à eau, 80 BACs, 200 gendarmes mobiles, quelques compagnies de CRS et les équipages de police de la ville. La mise en place d'une nasse géante pour s'assurer de cerner et d'identifier formellement et pour longtemps les derniers irréductibles osant se pointer à ce genre de rassemblements, et donc, d'écraser la contestation. A noter qu'au même moment une

nouvelle préfète était nommée à Rouen. Baroud d'honneur ou arrivée en grandes pompes?

Maintenant, il s'agit de penser collectivement cette impasse à l'échelle du «mouvement» rouennais : il en va de la possibilité même de lutter. Sous Sarkozy comme sous Hollande, la police s'autonomise et franchit des seuils de répression et de violence toujours plus élevés. Cette tendance n'a d'ailleurs aucune raison de s'inverser après les prochaines élections et connaîtra très probablement encore des accélérations. Cela pose quelques questions:

Comment ouvrir un espace de parole et de composition entre les différentes forces autonomes et les organisations rouennaises ne souhaitant pas reproduire l'écueil de ce samedi 4 mars? Comment éviter la séparation que nous imposent les stratégies policières et médiatiques? Comment trouver une once de solidarité entre organisations. groupes autonomes et révoltés des banlieues?

Cette première question en appelle évidemment beaucoup d'autres : comment dépasser les platitudes morales sur la bonne ou la mauvaise manière de manifester? Comment réussir à faire composer différentes pratiques de lutte ? À quel moment nous renforcent-elles, à quel moment nous affaiblissent-elles?

Comment réussir à déjouer les dispositifs policiers ne permettant rien d'autre que des défilés pacifiés ? Comment mettre en pratique le refus de manifester en cage? Quelles modes d'action seraient plus adéquats?

Il nous semble urgent de répondre à ces questions le plus largement possible, pour la période électorale et les manifestations qui l'émailleront, pour l'après, contre la fascisation de la France et l'hégémonie de sa police.



DIS MOI, IL Y A DÉJÀ EU DES SQUATS À ROUEN?

DE "L'HABITE À SOCIALE" À LA "COMMUNE SAINT NICAISE" EN PASSANT PAR LA "CASA NOS-TRA", LA PRATIQUE DE L'OCCUPATION DE BÂTIMENTS ABANDONNÉS, APPELÉE SQUAT, S'EST RÉ-PANDUE À ROUEN CES CINO DERNIÈRES ANNÉES. NOUS ÉTIONS CURIEUX DE RÉCOLTER OUELOUES EXPÉRIENCES ET D'ÉCLAIRCIR LES MOTIVATIONS DE CE GESTE. POUR CE FAIRE. NOUS AVONS RENCONTRÉ UN ANCIEN OCCUPANT DE LA "CASA NOSTRA" ET LUI AVONS POSÉ OUELOUES OUES-TIONS. ENTRETIEN.

Alors dis-nous, en deux mots, c'était sant. Alors avec une partie des potes on quoi la Casa Nostra ?

La Casa Nostra, c'est un lieu gu'on a squatté à deux reprises. Une première fois pendant un an entre février 2013 et janvier 2014, et une autre fois un an plus tard entre janvier 2015 et avril 2016. Avant nous, c'était la Case, un restaurant sénégalais. Un jour en passant à la Croix de Pierre on a vu ce restaurant en liquidation judiciaire. Le tenancier était parti au Sénégal et ne pavait plus les lovers. L'huissier et les déménageurs étaient là à retirer tout le mobilier. Ça tombait bien car on se faisait expulser au même moment de la maison que l'on avait depuis un an à l'autre bout de Rouen, rue du Renard. Cette maison là on pensait la tenir à vie, on avait jamais eu de nouvelles du propriétaire. Pas de procédure, rien. Et voilà qu'un beau matin celui-ci s'est présenté. Gendarme de métier. Comme tout le monde, il doit lancer une procédure pour nous expulser mais finalement il a fait mieux : avec son agence immobilière ils ont mis en vente la maison, mais avec ses occupants, à savoir nous. Le prix est plus abordable mais c'est au nouveau propriétaire de se débarrasser des « indésirables ». Après ça, des types parfois menacants venaient et voulaient visiter la maison. On refusait et cela devenait de plus en plus oppres-

a migré vers la Case. D'autres ont pris des colocs ou sont partis vivre ailleurs.

Raconte-nous comments e passent les premiers moments d'une occupation?

Eh bien déjà il faut repérer un lieu qui semble abandonné. Il faut s'assurer que c'est bien le cas en repassant plusieurs fois devant ou en se renseignant d'une manière ou d'une autre. Ensuite il faut s'introduire à l'intérieur sans effraction visible. Le moment où tout se joue c'est au début. Il faut être discret et se barricader pour empêcher la police et l'huissier de rentrer. Et puis si t'es dans le lieu depuis plus de 48h et que tu trouves un moven de le prouver (une lettre que tu te fais envoyer à cette adresse par exemple), la police ne peut pas t'évacuer comme ca. Des textes de loi l'affirment : ils sont obligés de contacter le propriétaire et celui-ci lance une procédure judiciaire à ton encontre. Du coup, l'enjeu c'est de tenir ce délai, de dissuader la police de rentrer, de filer des noms à l'huissier pour lancer la procédure au tribunal, et là t'es tranquille. Le temps de la procédure, plus le délai que t'obtiens, tu restes plusieurs mois dans les lieux, parfois plus. Il faut savoir que tu ne risques rien pénalement à squatter un bâtiment. Le propriétaire réclame son bien et toi





tu demandes seulement du délai pour des gens passent et pensent que c'est retrouver un logement, pour avoir le temps de faire tes démarches etc. Bon ça c'est pour le côté technique de l'occupation, mais la brochure « le squat de A a Z » explique très bien tout ça, pour ceux qui voudraient se lancer dans l'aventure. Quand bien même on a occupé pas loin d'une dizaine de lieux sur Rouen ces cinq dernières années, on retrouve chaque fois la même jouissance d'arpenter les étages, découvrir chaque pièce à la recherche des petits détails qui font l'histoire de ces maisons ou en imaginant déjà leur futur usage. Un ancien garage devient une énorme salle de concert. Des bureaux sont transformés en salle de projection et salle à manger. Le salon fait office de dortoir. Les combles sont réinvesties par un atelier peinture. C'est parfois des endroits devant lesquels tu es passé des centaines de fois, sans jamais t'imaginer comment ils étaient foutus ou quels potentiels ils contenaient.

Tu parles parfois de « squat », parfois d'occupations. C'est quoi la différence?

Le terme squat porte avec lui un imaginaire qui ne nous est pas toujours favorable. D'un côté, quand t'annonces aux voisins qu'il y a un squat dans le quartier, ca effraie et ca laisse place à tous les fantasmes possibles sur des seringues qui joncheraient le sol. De l'autre, On parle de « mouvement » lorsque la

effectivement le cas, que le squat t'y fais ce que tu veux parce que « c'est à tout le monde ». Autant de caricatures qui persistent car l'histoire du mouvement squat est souvent mal connue. Le squat c'est avant tout une pratique. Celle d'habiter un lieu sans droit ni titre. Après, il y a autant de formes de squats qu'il y a de manière d'habiter le monde. Certains squattent parce qu'ils n'ont pas de logements, d'autres pour y faire des trucs d'artistes, et certains, pour s'acheter une conscience politique. Ca, c'est nous. Non, plus sérieusement, il y a fondamentalement quelque chose de politique dans le fait de squatter, d'une part parce que les conditions d'accès au logement sont devenues exorbitantes, et de l'autre, parce que le pouvoir passe aussi par l'aménagement de nos espaces de vies, de nos quartiers, etc. Grossièrement, la vie quotidienne se répartit entre les quatre murs du privé et les endroits où tu vas travailler, ou te divertir. Pour passer de l'un à l'autre, tu empruntes les rues, l'espace public, qui est quasi-intégralement policé et dédié à l'activité économique. Rien n'est laissé au hasard. Par l'occupation de lieux, tu romps avec ces logiques là - même si c'est temporaire.

Peut-on parler de « mouvement squat » à Rouen ?

pratique de l'occupation atteint un certain niveau de légitimité au sein d'une frange de la population, se propage et devient massive. Dans les années 70 en Italie par exemple, pris dans un vent de contestation général, des quartiers ouvriers entiers ont décidé de ne plus payer leurs loyers.

Aujourd'hui, à Bologne, Rome, Milan et dans d'autres villes, des collectifs de « lutte pour la maison » (lotta per la casa)

ouvrent systématiquement des appartements vides pour des familles dans le besoin. Dans certains quartiers, les appartements occupés se comptent par centaines. Dans les pays un peu plus au Nord, comme la France,

l'Allemagne et le Danemark, c'est plutôt la scène musicale et contestataire qui s'est essayée au squat. Il n'y avait pas une journée sans un concert punk dans un lieu occupé à Paris dans les années 80. Après la chute du mur, les maisons abandonnées depuis des années sur le tracé séparant Berlin Est et Ouest ont été réinvesties par des amoureux de la techno et de la fête libre. A Copenhague, la résistance de la célèbre « Maison des jeunes » dans les années 2000 a suscité d'énormes soutiens et une vive résistance lors de son expulsion. Dans ces jusqu'à la dernière Casa Nostra.

cas là, on peut parler de mouvement.

À Rouen clairement, ce n'est pas le cas. En revanche, on peut dire qu'une « séquence » squat s'est ouverte avec l'occupation du 30 rue du lieu de santé (L'habite asociale) en 2010. A ce moment, à part «La Maison blanche» qui s'était faite violemment expulsée après trois semaines d'existence, cela faisait dix ans qu'un lieu n'avait pas tenu au-delà

> des premières heures d'occupation. Le dernier en date était « Chez Emile », qui avait duré plusieurs années et brassé pas mal de monde.

À l'automne 2010 done, un mouvement social éclate en

France contre la réforme des retraites. Quand le mouvement se termine, une bande qui s'organisait depuis quelques temps sur la fac décide de faire perdurer la lutte par d'autres moyens. Ils occupent le lieu et une série d'activités s'y tiennent : projections, discussions, ateliers en tous genres. Le classique du squat « politique ». Mais l'aventure est intense, les rencontres nombreuses. C'est d'ailleurs à ce moment que je rejoins le groupe. Ensuite se sont enchaînés les squats, sans un jour de trêve,

L'AVENTURE **RENCONTRES** NOMBREUSES

Selon toi, que reste-t-il de toutes ces années squats et de la Casa Nostra ? Squatter un lieu, le tenir, faire connaître son existence, ca permet déjà de rendre la possibilité même de l'occupation viable, palpable, ré-appropriable. Réintroduire un tel geste à Rouen alors que dix ans s'étaient écoulés sans squat, ca a été super important pour l'histoire politique de la ville. Par exemple le squat le « Bamville », rive gauche, a été occupé pendant plusieurs mois en 2013 par le Collectif de solidarité ZAD de Rouen. C'était pas la bande de squatteurs initiale, c'était d'autres personnes qui s'étaient rencontrées autour de la lutte contre l'aéroport à Notre-Dame-Des-Landes et qui avaient le désir de s'organiser dans leur propre ville, d'avoir un lieu pour se réunir et faire des soirées

de soutien. Des potes ont aussi pris des

d'habisquats tation. On en a moins entendu parler mais déjà on voit que la pratique a été reprise et que ça a permis à de nouvelles bandes de se former et de se rencontrer.

A CETTE PÉRIODE DE LA CASA NOSTRA, ON A AS-SISTÉ À UN ESPÈCE **DÉCLOISONNEMENT** CARACTÈRE UNIQUEMENT « MILITANT » DU SQUAT

Au niveau de l'expérience en tant que lement des groupes de potes qui actelle, pour moi, ça été une sorte d'« école du communisme ». T'arrives, tu rencontres des nouvelles personnes, t'apprends à vivre à plein. On s'organise pour récupérer de la bouffe ou pour faire des travaux de réhabilitation des lieux. Untel te montre les bases de l'électricité. l'autre comment remettre l'eau quand elle a été coupée par les services de la ville. C'est des moments émancipateurs car notre génération, d'autant plus en milieu urbain, est totalement dépendante de l'organisation étatique. Celleci s'est rendue indispensable précisément parce qu'elle prend en charge tous les aspects de nos vies : la production de nourriture ou d'énergie, leur acheminement, les questions de santé, d'éducation, etc. L'art de la débrouille que l'on cultive dans les squats, les savoirs-faire

qui s'v partagent, c'est selon moi les préliminaires à la réappropriation de nos moyens d'existence. Et puis évidemment il y a toute la magie des rencontres, des amitiés, des perspectives politiques qui se tracent...

Pour parler précisément de la Casa Nostra, on l'a occupée au moment où une partie d'entre nous voulaient sortir de la précarité du logement et on a pris des colocations. Mais on avait toujours besoin d'un lieu pour nos activités, pour se retrouver, pour organiser des événements publics, concerts et autres. La Casa, c'était notre « local ». Le lieu s'apparentait à un bar plus ou moins normal, bien loin des clichés des squats vétustes et délabrés. Un peu par hasard on s'est procuré un four à pizza et on a commencé à tenir des soirées régulièrement.

> Tu pouvais venir manger et boire avec quelques euros en poche.

Ca a brassé vraiment beaucoup de monde. Puis il y avait les concerts aussi. Dans les précédents lieux, c'était principa-

ceptaient de jouer, ou des groupes familiers du milieu squat. Quand on leur proposait, les groupes de la scène musicale rouennaise avaient une certaine réticence à venir jouer. Certains diront que l'on avait un côté trop « donneur de leçons » ou bien pensaient-ils que venir jouer chez nous engageait à quelque chose politiquement. Toujours est-il qu'avec la Casa, il y a eu une sorte de déblocage et la scène musicale « indépendante » s'est mise à fréquenter nos soirées, à venir jouer et même à organiser des concerts. Et on a commencé à avoir beaucoup de demandes y compris de groupes qui venaient de plus loin et qui tenaient à jouer dans le lieu.

On sentait que l'existence d'un lieu dans lequel tu peux venir jouer quand tu veux

sans avoir à déposer de « maquettes », où tu peux faire jouer des potes en tournée n'importe quel jour de la semaine, où tu rentres gratuitement et où tu peux boire pour des prix très abordables, cela constituait et constitue toujours un réel enjeu. Et ca, c'était possible parce que le lieu était occupé et qu'on n'était pas dans une logique de rentabilité. A cette période de la Casa Nostra, on a assisté à un espèce de décloisonnement du caractère uniquement « militant » du squat vers quelque chose de non moins politique : la réappropriation de lieux de concerts et de fête dans une ville qui jus-

tement mène une guerre à leur encontre. D'autant plus depuis l'incendie du Cuba Libre l'été dernier, un certain nombre de lieux ont fermé ces dernières années et les soirées sont repoussées loin du centre ville et à des prix exorbitants.

Depuis, la Casa Nostra a été expulsée et vient à peine d'être murée, comme pour nous signifier qu'il n'y aura pas de troisième fois. Mais pas d'inquiétude, les politiques accablantes de la ville produiront forcément leur excédent.





de la prolongation de l'état d'urgence en France, si on ne le situe pas dans le contexte d'une transformation radicale du modèle étatique qui nous est familier. Il faut avant tout démentir le propos des femmes et hommes politiques irresponsables, selon lesquels l'état d'urgence serait un bouclier pour la démocratie.

Les historiens savent parfaitement que c'est le contraire qui est vrai. L'état d'urgence est justement le dispositif par lequel les pouvoirs totalitaires se sont installés en Europe. Ainsi, dans les années qui ont précédé la prise du pouvoir par Hitler, les gouvernements sociaux-démocrates de Weimar avaient eu si souvent recours à l'état d'urgence (état d'exception, comme on le nomme en allemand), qu'on a pu dire que l'Allemagne avait déjà cessé, avant 1933, d'être une démocratie parlementaire.

On ne comprend pas l'enjeu véritable Or le premier acte d'Hitler, après sa nomination, a été de proclamer un état d'urgence, qui n'a jamais été révoqué. Lorsqu'on s'étonne des crimes qui ont pu être commis impunément en Allemagne par les nazis, on oublie que ces actes étaient parfaitement légaux, car le pays était soumis à l'état d'exception et que les libertés individuelles étaient suspendues.

> On ne voit pas pourquoi un pareil scénario ne pourrait pas se répéter en France : on imagine sans difficulté un gouvernement d'extrême droite se servir à ses fins d'un état d'urgence auquel les gouvernements socialistes ont désormais habitué les citoyens. Dans un pays qui vit dans un état d'urgence prolongé, et dans lequel les opérations de police se substituent progressivement au pouvoir judiciaire, il faut s'attendre à une dégradation rapide et irréversible des institutions publiques.

Cela est d'autant plus vrai que l'état d'urgence s'inscrit, aujourd'hui, dans le processus qui est en train de faire évoluer les démocraties occidentales vers quelque chose qu'il faut, d'ores et fluencé notre philosophie politique, le

rity State », comme disent les politologues américains). Le mot « sécurité » est tellement entré dans le discours politique que l'on peut dire, sans crainte de se tromper, que les « raisons de sécurité » ont pris la place de ce qu'on appelait, autrefois,

la « raison d'Etat ». Une analyse de l'entretenir, car il tire d'elle sa fonction cette nouvelle forme de gouvernement fait, cependant, défaut. Comme l'Etat de sécurité ne relève ni de l'Etat de droit ni de ce que Michel Foucault appelait les « sociétés de discipline », il convient de poser ici quelques jalons en vue d'une

possible définition.

Dans le modèle du Britannique Thomas Hobbes, qui a si profondément in-

> souverain présuppose la peur réciproque et la guerre de tous contre tous: l'Etat est ce qui vient justement mettre fin à la peur. Dans l'Etat de sécurité, ce schéma se renverse : l'Etat se fonde durablement sur la peur et doit, à tout prix.

essentielle et sa légitimité.

Foucault avait déjà montré que, lorsque le mot « sécurité » apparaît pour la première fois en France dans le discours politique avec les gouvernements phy-

déjà, appeler Etat de sécurité (« Secu- contrat qui transfère les pouvoirs au

L'ETAT SE FONDE DURABLEMENT SUR LA PEUR ET DOIT, À TOUT PRIX. L'ENTRETENIR

siocrates avant la Révolution, il ne s'agissait pas de prévenir les catastrophes et les famines, mais de les laisser advenir pour pouvoir ensuite les gouverner et les orienter dans une direction qu'on estimait profitable.

Le risque, le premier que nous relevons, est la dérive vers la création d'une relation systémique entre terrorisme et Etat de sécurité : si l'Etat a besoin de la peur pour se légitimer, il faut alors, à la limite, produire la terreur ou, au moins, ne pas empêcher qu'elle se produise. On voit ainsi les pays poursuivre une politique étrangère qui alimente le terrorisme qu'on doit combattre à l'intérieur et entretenir des relations cordiales et même vendre des armes à des Etats dont on sait qu'ils financent les organisations terroristes.

Dans un pays qui vit dans un état d'urgence prolongé, et dans lequel les opérations de police se substituent progressivement au pouvoir judiciaire, il faut s'attendre à une dégradation rapide et irréversible des institutions publiques Un deuxième point, qu'il est important de saisir, est le changement du statut politique des citoyens et du peuple, qui était censé être le titulaire de la souveraineté. Dans l'Etat de sécurité, on voit se produire une tendance irrépressible vers ce qu'il faut bien appeler une dépolitisation progressive des citoyens, dont la participation à la vie politique se réduit aux sondages électoraux. Cette tendance est d'autant plus inquiétante qu'elle avait été théorisée par les juristes nazis, qui définissent le peuple comme un élément essentiellement impolitique, dont l'Etat doit assurer la protection et la croissance.

Or, selon ces juristes, il y a une seule façon de rendre politique cet élément impolitique: par l'égalité de souche et de race, qui va le distinguer de l'étranger et de l'ennemi. Il ne s'agit pas ici de confondre l'Etat nazi et l'Etat de sécurité contemporain: ce qu'il faut comprendre, c'est que, si on dépolitise les citoyens, ils ne peuvent sortir de leur passivité que si on les mobilise par la peur contre un ennemi étranger qui ne leur soit pas seulement extérieur (c'étaient les juifs en Allemagne, ce sont les musulmans en France aujourd'hui).

C'est dans ce cadre qu'il faut considérer le sinistre projet de déchéance de la nationalité pour les citoyens binationaux, qui rappelle la loi fasciste de 1926 sur la dénationalisation des « citoyens indignes de la citoyenneté italienne » et les lois nazies sur la dénationalisation des juifs.

Un troisième point, dont il ne faut pas sous-évaluer l'importance, est la transformation radicale des critères qui établissent la vérité et la certitude dans la sphère publique. Ce qui frappe avant tout un observateur attentif dans les comptes rendus des crimes terroristes, c'est le renoncement intégral à l'établissement de la certitude judiciaire. C'est ainsi que l'on retrouve dans le texte de la loi du 20 novembre sur l'état d'urgence, qui se réfère à « toute personne à l'égard de laquelle il existe de sérieuses raisons de penser que son comportement constitue une menace pour l'ordre public et la sécurité ». Il est tout à fait évident que la formule « sérieuses raisons de penser » n'a aucun sens juridique et, en tant qu'elle renvoie à l'arbitraire de celui qui « pense », peut s'appliquer à tout moment à n'importe qui. Or, dans l'Etat de sécurité, ces formules indéterminées, qui ont toujours été considérées par les juristes comme contraires au principe de la certitude du droit, deviennent la norme. La même imprécision concerne le concept de « guerre contre le terro-

risme ». Une guerre contre le terrorisme est une contradiction dans les termes, car l'état de guerre se définit précisément par la possibilité d'identifier de façon certaine l'ennemi qu'on doit combattre. Dans la perspective sécuritaire, l'ennemi doit – au contraire – rester dans le vague, pour que n'importe qui – à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur – puisse être identifié en tant que tel.

Maintien d'un état de peur généralisé, dépolitisation des citoyens, renoncement à toute certitude du droit : voilà trois caractères de l'Etat de sécurité, qui ont de quoi troubler les esprits. Car cela signifie, d'une part, que l'Etat de sécurité dans lequel nous sommes en train de glisser fait le contraire de ce qu'il promet, puisque - si sécurité veut dire absence de souci (sine cura) – il entretient, en revanche, la peur et la terreur. L'Etat de sécurité est, d'autre part, un Etat policier, car, par l'éclipse du pouvoir judiciaire, il généralise la marge discrétionnaire de la police qui, dans un état d'urgence devenu normal, agit de plus en plus en souverain.

Giorgio Agamben, philosophe italien spécialiste de la pensée de W.Benjamin, Heidegger, Carl Shmitt et Aby Waburg.





LE MOUVEMENT CONTRE LA LOI TRAVAIL CONSTITUE L'UNE DE CES PARENTHÈSES ENCHANTÉES QUI NE SE REFERMENT JAMAIS COMPLÈTEMENT. IL EST VENU NOUS CUEILLIR DANS NOS GESTES ET NOS RYTHMES HABITUELS POUR LEUR DONNER UNE COLORATION DIFFÉRENTE ET RENDRE DAVANTAGE VISIBLE LES POSSIBILITÉS QU'ILS CONTIENNENT. NOMBREUX SONT CEUX QUI S'ORGANISENT QUOTIDIENNEMENT SANS DÉPENDRE DU CALENDRIER OFFICIEL DE LA CONTESTATION, MAIS IL EST DES MOMENTS OÙ LES CHOSES S'ACCÉLÈRENT ET SE DENSIFIENT, ET OÙ LE DÉSIR DE DÉFAIRE LE GOUVERNEMENT - COMME PRINCIPE AUTANT QUE COMME MAFIA AU POUVOIR - SE FAIT CHAIR. POURTANT QUELQUE CHOSE A MANQUÉ. MAIS QUOI ?

+

Que faudrait-il à un « mouvement » comme celui contre la loi travail pour bouleverser plus durablement le cours des choses, pour arracher à ce qui ordonne nos existences la puissance dont nous avons été dépossédés ? Le nombre sans doute, mais à lui seul il ne suffit pas. Des désirs, des perspectives communes ainsi qu'une certaine capacité à se représenter ce que pourrait être une vie désirable nous font probablement défaut.

Tel était le point de départ du cycle de discussions qui a été amorcé entre novembre et décembre 2016, après le mouvement contre la « loi travail » : il

paraissait « primordial de réussir à se poser ensemble les bonnes questions, de nous doter d'armes théoriques, d'esquisser un imaginaire et une perspective commune à même de renverser le présent ». Nous nous proposons ici de revenir sur ces discussions pour tenter de mettre en évidence ce qui pourrait nous permettre d'éclairer les possibilités révolutionnaires des temps présents tout comme les apories de l'époque.

Les retranscriptions de ces discussions sont disponibles sur la page facebook *Rouen dans la rue* dans la rubrique articles ou sur le site *a-louest.info*. Nous ne reviendrons done pas dans le détail.

1 Processus révolutionnaires au Rojava

Notre cheminement a commencé avec la situation du Kurdistan syrien : le Rojava. Cette séquence politique s'inscrit plus largement dans la vague de soulèvements qui a traversé la Tunisie, la Lybie, l'Egypte et la Syrie entre 2010 et aujourd'hui. Si en Syrie le processus insurrectionnel s'est enlisé dans une guerre civile, c'est dans le Nord du pays, dans les zones Kurdes que l'expérience révolutionnaire s'est ancrée durablement. Quelles sont alors les conditions qui l'expliquent?

C'est évidemment à la faveur de l'insurrection en Syrie que la possibilité révolutionnaire kurde s'est déployée. L'existence d'une organisation politique, le PKK et sa « branche » svrienne le PYD, a joué un rôle déterminant. Au niveau militaire d'abord avec ses branches armées (YPG et YPJ) mais aussi au niveau politique en un sens presque programmatique et idéologique. La question des femmes par exemple avait déjà une position centrale dans l'organisation. De la même manière, le PKK avait déjà achevé sa mue post-stalinienne et le confédéralisme démocratique avait déjà été théorisé par Ocalan mais également expérimenté puisqu'en différents endroits des conseils de quartiers avaient vu le jour bien avant le début de l'insurrection. C'est en 2011, une fois le régime syrien retranché dans ses zones stratégiques, que le PYD a impulsé et fait émerger un maillage de communes, de commissions, d'assemblées et de conseils de quartiers laissant la place à une forme de démocratie directe et locale qui se substitue alors au pouvoir classique. La commune de localité regroupant 300 familles environ est l'échelle de base à partir de laquelle les quartiers s'organisent et prennent les décisions qui les concernent.

C'est le paradoxe propre au Rojava mais aussi la menace à laquelle toute situation révolutionnaire a à faire face s'il existe une organisation hégémonique. S'il tente de transférer l'autorité à des pouvoirs locaux, le PYD joue malgré tout un rôle dominant. Et si les responsables des communes ou des commissions sont élus, ils sont souvent cooptés par le PYD. Certaines minorités ou certains villages, peu favorables au PYD, ont parfois été « contraints » d'adopter le confédéralisme démocratique comme mode d'organisation. Ceci renforce alors le risque d'institutionnalisation et de bureaucratisation des formes d'organisation dont se dote le processus révolutionnaire, et donc d'écraser sa diversité.

Le réseau de conseils et de communes commune révolutionnaire ne saurait déconstitué par le PYD est traversé par des formes de vies fortes et singulières qui se réapproprient collectivement des questions relatives à leur existence et font ainsi l'expérience de leur puissance d'auto-organisation mais il dessine en même temps la structure d'un pouvoir administratif, d'un embryon d'État toujours enclin à l'autonomisation.

Questions : Peut-il y avoir un processus révolutionnaire sans organisation dominante? Et si l'influence d'une organisation est constitutive d'une séquence révolutionnaire comment se prémunir de son devenir hégémonique? Ici se joue un drame propre à beaucoup de révolutions : certaines forces politiques ré-

volutionnaires préexistantes semblent nécessaires à l'existence pas d'une situation révolutionnaire mais à la réalisation des possibilités que cette situation contient. Mais

LA COMMUNE **RÉVOLU-**TIONNAIRE NE SAURAIT **DÉSIGNER UNE PURE FORME D'AUTO-ORGANISATION ADMINISTRATIVE**

en même temps ces organisations sont volutionnaires elles-mêmes, mais aussi souvent, voire toujours, devenues des forces contre-révolutionnaires endogènes (#partibolchevik). Dans une autre mesure, les récents mouvements de contestation espagnols et grecs ont vu leur potentiel révolutionnaire finalement étouffé par l'accession au pouvoir d'organisations comme Podemos et Syriza.

Par ailleurs le risque d'institutionnalisation des formes politiques révolutionnaires existe indépendamment de la question du rôle hégémonique d'une organisation : conseils et assemblées sont des formes qui émergent aussi spontanément dans un mouvement révolutionnaire et qui concurrencent et remplacent tendanciellement le pouvoir d'État. Si ces formes sont l'expression même de la vie révolutionnaire, elles peuvent tout aussi bien se vider de leur contenu et constituer une nouvelle forme de pouvoir séparé. C'est aussi pourquoi la

signer une pure forme d'auto-organisation administrative.

Thermidor et la contre-révolution

La discussion suivante portait sur la révolution française et la réaction thermidorienne (1794). Ce saut en arrière permettait alors d'éclairer les risques encourus par un processus révolutionnaire parvenu à un degré de formalisation et d'institutionnalisation bien plus avancé. Thermidor désigne en effet le début de la liquidation officielle du processus révolutionnaire ouvert en 1789 et de l'élimination des Robespierristes. C'est le visage classique de la contre-ré-

> volution qui prétend vouloir finir la révolution quand il s'agit en fait de l'achever. Toute révolution est un processus continué au sein duquel se joue une multitude de combats entre les forces ré-

entre celles-ci et les forces contre-révolutionnaires. Sauf que souvent ces dernières agissent au nom de la révolution et à partir des institutions qu'elle crée (ici la convention). A partir de 1794 est mis en place un régime policier ainsi que des mesures exceptionnelles pour étouffer les velléités de continuer : loi de grandes polices, peine de mort pour les manifestants qui s'opposeraient à la convention ou insulteraient les députés. Interdiction des réunions populaires, contrôle de la presse. Certains comme Babeuf et les siens (la conjuration des égaux) tentent de s'organiser pour réactiver la puissance révolutionnaire populaire mais ils sont écrasés avant même de pourvoir passer à l'action.

Ce que révèle en fait la révolution française, sur quoi nombre de révolutions se sont cassées les dents, c'est que le processus constituant n'est rien d'autre en fait qu'un processus contre-révolution-



naire : le passage d'une hégémonie politique à une autre. Comment un mouvement révolutionnaire peut-il assumer sa puissance destituante sans devenir une puissance constituante? Comment défaire un pouvoir sans en devenir un à son tour? Comment empêcher la captation du potentiel révolutionnaire par un parti ou une organisation donnée? Comment en finir pour de bon avec le fantasme léniniste de la prise du pouvoir ? Apories persistantes d'une certaine pratique révolutionnaire.

Nantes : Des luttes paysannes à la ZAD en passant par mai 68 et le mouvement contre la loi travail

La dernière intervention proposait des allers-retours entre les luttes politiques passées en Loire-Atlantique (luttes paysannes pour les communaux et commune de Nantes en 1968) et les luttes actuelles (ZAD et mouvement « loi travail ») afin d'illustrer comment un certain héritage continuait à alimenter le présent pour finalement dessiner un devenir révolutionnaire : celui de la commune. Elle permettait alors de balbutier des éléments de réponse aux questions précédentes.

La « commune de Nantes » désigne une séquence qui se déroule entre le 24 et le 31 mai 1968. Une folle semaine où il n'y a plus de pouvoir institué visible (la préfecture a été en partie brûlée et le préfet est abandonné de tous) et où le « seuil de l'émeute et de la grève générale où il faut tout bloquer » est dépassé : un mouvement commence à s'organiser autour de questions pratiques et matérielles. Des comités de ravitaillement appelés comités de quartiers, souvent menés par des femmes, rencontrent des paysans et des syndicats paysans pour récupérer des denrées alimentaires et les distribuer sans intermédiaire. Ces comités de quartiers se lient aux comités de grève qui organisent les blocages et la lutte. Un comité central de grève est lancé lors d'une réunion exceptionnelle dans la mairie occupée : l'intersyndicale qui regroupe syndicats ouvriers et syndicats paysans, et plus tard des étudiants, se demande comment organiser « le ravitaillement sans casser la grève ». Que redémarrer ? Et pour qui ? C'est alors surtout la distribution de bons d'essence que prendra en charge ce comité.

C'est une composition entre différentes forces qui se déploie là où le pouvoir a

été défait ou mis en échec. Ce qui est en de tête lors du mouvement contre la loi ieu dans une séquence comme celle-ci, c'est bien le renversement du pouvoir établi, ou plutôt son dépassement effectif par l'existence même de multiples formes d'auto-organisation. Se dessine alors une commune insurrectionnelle.

d'un « mouvement social » pour peu que les forces engagées soient multiples, nombreuses déterminées. C'est bien ce qui a été éprouvé lors de cette commune Nantaise. « C'est

un des points de départ pour repenser aujourd'hui ce que pourrait être une période de suspension, d'absence du pouvoir ». Quelle serait la puissance d'un mouvement qui conjuguerait la force de blocage des travailleurs en 2010 lors du mouvement contre la réforme des retraites, la détermination joyeuse des étudiants et des lycéens à occuper les facs et à manifester sauvagement lors de la lutte contre le CPE en 2006, la colère émeutière des quartiers populaires en 2005, la détermination des cortèges

travail et la capacité matérielle à occuper un territoire de toutes les ZAD du monde?

À « côté » de ce devenir commune-insurrectionnelle existe une autre pers-C'est le devenir révolutionnaire possible pective, une autre perception révo-

> lutionnaire. la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est l'incarnation la plus vive : la commune sécessionniste. Il ne s'agit plus tant de s'opposer frontalement au pouvoir pour le dé-

faire comme chose qui nous ferait face que de faire exister des mondes qui se passent très bien de lui ; de faire advenir des manières de vivre où les lignes de pouvoir qui constituent la trame de l'existence ordinaire ont cessé d'être hégémoniques à défaut d'être inexistantes ; où l'économie et son règne de la mesure, la politique classique et celui de la représentation, la police et celui de la coercition ne constituent plus l'ordre dominant. La ZAD constitue au sens propre un territoire perdu de

LE « SEUIL DE L'ÉMEUTE ET DE LA GRÈVE GÉNÉ-RALE OÙ IL FAUT TOUT **BLOQUER » EST DÉPASSÉ**



« Sentiers, routes, barrières de sécurité. D'où qu'ils soient, les guérilleros ont toujours su que le territoire n'est pas tant un lieu dans lequel on inscrit la lutte, qu'un lieu avec lequel on se bat. Tisser de solides liens de confiance avec l'arbre et la différence altimétrique, de silencieuses complicités avec l'angle mort d'un accès d'autoroute et la consistance des terrains, de profondes affinités avec l'obscurité de la nuit et les facteurs atmosphériques. En bref, faire du territoire une arme. »



superposé un autre type de territoire à celui que la politique classique gère, administre et aménage en temps normal. n'est plus le titre de propriété mais bien l'usage commun qui commande le rapport aux choses : à la terre comme aux machines, aux cabanes comme aux différentes habitations et installations. Ce n'est plus une institution extérieure et séparée comme l'État qui décide mais le mouvement et la complicité entre toutes ses composantes. Qui cultive quoi et où ? Oue fait-on du bois ? Comment résoudre les conflits sans passer par la justice ou la police ? Comment mettre le pouvoir et sa police en échec dans ses tentatives d'expulsion? Les réponses s'élaborent non seulement entre les habitants de la zone mais aussi avec ceux que la ZAD comptent comme soutiens : les paysans du coin, les comités locaux et la centaine de collectifs de solidarité qui parsèment le territoire national. En ce sens, la commune sécessionniste que constitue la ZAD n'a pas de frontières définies et ne survivrait pas sans tous les points d'appui, les liens, les complicités qui participent de son devenir commune et qui propagent son imaginaire bien au-delà du tracé de l'aéroport et de la Loire-Atlantique.

Perspectives

La distinction entre commune insurrectionnelle et commune sécessionniste est sans doute largement artificielle mais elle permet de saisir les deux faces d'un même devenir révolutionnaire, deux manières distinctes mais liées de défaire le pouvoir. Nous sommes toutes les filles et les fils des luttes qui ont faconné nos manières de faire, de penser et de sentir. Il existe une circulation souterraine entre tous ces événements qui explique que chaque surgissement n'est jamais un pur recommencement mais aussi une réactivation et un prolongement. Les luttes paysannes, par exemple, ont nourri la ZAD tout comme celle-ci a apporté

la République dans la mesure où elle a superposé un autre type de territoire à loi travail sur Nantes. Et ce sont parfois celui que la politique classique gère, administre et aménage en temps normal. Un territoire communiste dans lequel ça n'est plus le titre de propriété mais bien l'usage commun qui commande le rapport aux choses : à la terre comme aux machines, aux cabanes comme aux dif-

Il est certes plus difficile de se représenter comment une commune pourrait embrasser une partie d'une ville comme Rouen (ou ailleurs) - ou même un quartier entier. Nous n'en sommes pas là. Mais la constellation de lieux, d'initiatives et de groupes qui sont, à différents degrés, en rupture avec l'ordre dominant forme déjà une autre carte, un autre territoire, bien qu'encore trop clairsemé. Les moments d'exception comme le printemps dernier sont des moments d'accélération où émergent de nouvelles complicités et où se renforcent les mondes sur lesquels le pouvoir n'a pas prise.

Des fermes collectives livrent des légumes aux cantines de lutte, des locaux de syndicats abritent un atelier de réparation de voitures et des machines d'impression, enseignants et étudiants expérimentent d'autres formes de transmission du savoir, des quartiers découvrent la vie sans police, des paysans hébergent des migrants, des grévistes ravitaillent des marchés rouges avec les marchandises réquisitionnées dans leurs entreprises, les lycéens bloquent et occupent à la moindre occasion que le gouvernement leur offre. Autant de pistes pour imaginer et construire un devenir commune à Rouen.

Le présent n'est pas sans issue. Il existe des fêlures qui peuvent tout aussi bien devenir des brèches. Tout commande de s'y engouffrer.

